

Célébration du 1er anniversaire du Traité de la zone de libre-échange continental prévue le 06 juillet à Niamey : Le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne représentera le Mali

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 29 MAI 2019

378

Malikilé

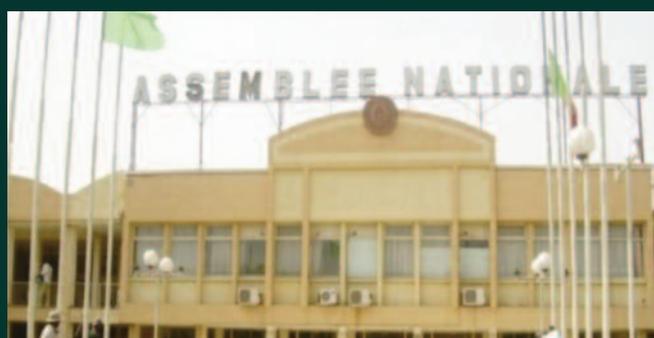
www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



L'Amicale Des Anciens Ambassadeurs et Consuls Généraux du Mali (A.A.A.C.G.M)

Une autre réponse aux propos du Général français sur la rébellion touareg au Mali



Mandat des députés : La classe politique adhère à une solution consensuelle



Niger, Mali-« Azawad »: Revenir aux origines politiques de la crise au Sahel

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Une	L'Amicale Des Anciens Ambassadeurs et Consuls Généraux du Mali (A.A.A.C.G.M) : Une autre réponse aux propos du Général français sur la rébellion touareg au Mali	P.4
Brèves	Grande colère au Mali : La France profondément détestée et indexée Le Ministre de l'Économie Numérique et de la Prospective à la Sotelma : Les objectifs de Mme le ministre étaient au cœur des échanges avec le DG Oumar Marico en guinée pour soutenir le 3ème mandat de condé : "Si je suis président de la république, je change la constitution et je me représenterai autant de fois que je souhaiterai" Amadou Thiam et sa déchéance à l'ADP Maliba : Un combat de renaissance politique Conflits intercommunautaires à Bankass, Koro et Badiangara : Des milliers de déplacés arrivent à Mopti-Sévaré Justice pénale au Mali : Les droits des prisonniers bafoués dans les prisons Accident de la circulation entre Kassela et Zantiguila : Le Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine et son collègue de la Sécurité et de la Protection Civile sur les lieux Tombouctou : L'insécurité s'invite dans nos quotidiens Le ministre Safia Boly à la CCIM : Les recommandations de Youssouf Bathily Moussa ag Infahi, DG de la police Nationale du Mali : Parmi les 21 Décideurs les plus influents du Mali	P.9 P.9 P.9 P.10 P.10 P.11 P.11 P.11 P.12 P.12
Actualité	Célébration du 1er anniversaire du Traité de la zone de libre-échange continental prévue le 06 juillet à Niamey : Le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne représentera le Mali Attaque de bandits armés à Nyamina : Des renforts dépêchés et la situation sous contrôle! Koulouba, le 28 Mai 2019 : Le Président de la République SEM Ibrahim Boubacar Keita a reçu le rapport d'activités 2018 du Médiateur de la République	P.14 P.15 P.16
Politique	Mandat des députés : La classe politique adhère à une solution consensuelle Niger, Mali-« Azawad »: Revenir aux origines politiques de la crise au Sahel Crise du Mali : Le MNLA maître de l'accord	P.17 P.19 P.20
Culture & société	Les Rois noirs du Maroc : Jusqu'au 8° siècle au moins, le Maghreb était aussi noir que l'Afrique subsaharienne. Kary Bogoba Coulibaly Alias Madou Wolo: L'homme aux multiples talents	P.22 P.25
International	Dialogue National au Sénégal : Les propositions du chef de l'Etat Dossier Ressources naturelles au Sénégal : La justice est-elle un maillon faible de la gouvernance? Côte d'Ivoire : Le FPI prêt à discuter avec le RHDP d'Alassane Ouattara	P.26 P.27 P.28
Sport	Mondial U20 : Avec les mêmes, il y aura du spectacle Liga : Une chance pour Henry? La promesse est une dette, mieux vaut tard que jamais : Au Nigeria, un ancien coach récompensé 25 ans après son sacre à la CAN	P.29 P.31 P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Directeur de la Publication :** Casimir Sangala
- **Redacteur en Chef :** Amadou TALL
- **Rédaction Générale :** Ali Moro, Karamoko B. Keita, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant :** Moctar Sow
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Rita Tessougué





L'Amicale Des Anciens Ambassadeurs et Consuls Généraux du Mali (A.A.A.C.G.M) : Une autre réponse aux propos du Général français sur la rébellion touareg au Mali

Après certains partis politiques, des intellectuels, l'A.A.A.C.G.M réagit aux propos du général Pinatel.

Considérés comme incendiaires par beaucoup de maliens, ces propos ont même été officiellement rejetés par l'ambassade de France au Mali.

Le général Pinatel, qui se serait fait passer pour un spécialiste du Mali, a dû attribuer une idée aux Touaregs et au peulhs du nord qui n'est pas la leur. «Ces personnes qui se prétendent spécialistes du Mali et du Sahel ne tiennent pas ces propos au hasard et poursuivent un schéma bien élaboré et conçu pour la cause.» Selon les an-

ciens diplomates maliens, notre pays est victime d'un complot et qu'il est un devoir pour tous les maliens de se rappeler les péripéties que le Mali a traversé depuis 2012 jusqu'à nos jours pour comprendre la gravité du complot. La crise libyenne qui a été créée, sa justification qui a fait tuer le colonel Kadhafi et ses effets collatéraux qui ont abouti à l'invasion du nord du Mali par le MNLA, le déplacement de l'insécurité du nord vers le centre du pays avec l'utilisation des méthodes d'extermination sont entre autres des plans pour susciter la haine entre des communautés qui ont toujours vécu en toute

harmonie pendant des millénaires. Et l'A.A.A.C.G.M de poursuivre que tout cela doit interpellé et conduire à l'évidence que ces faux spécialistes du Sahel sont en mission pour déstabiliser notre pays.

Selon l'Amicale des Anciens Ambassadeurs, les déclarations de ce général ne sont pas fortuites et vont être suivies par d'autres.

Cette analyse de l'amicale de nos anciens diplomates est d'autant plus inquiétante qu'il est à prendre au sérieux par les plus hautes autorités et par tous les maliens.

Le peuple est déjà très attentif à tout acte posé aussi bien par nos gouver-

nants que par les forces internationales qui sont supposées être là pour nous aider.

Dans cette lutte, il faut que le peuple soit en phase avec son gouvernement pour que la lutte soit à hauteur de souhait dans un timing qui soit à la faveur d'un Mali un et indivisible.

Malheureusement, cela ne semble pas être le cas. En effet, après ces propos incendiaires du général Pinatel, et malgré des réactions vigoureuses contre cela, c'est le président du MNLA qui boude le drapeau du Mali lors d'une cérémonie solennelle en faveur de la journée commémorative de l'Afrique, organisée par SE Pierre Buyoya. Même si la réaction du ministre Tiébilé Dramé ne s'est pas faite attendre, elle n'a pas été suivie d'acte concret du gouvernement.

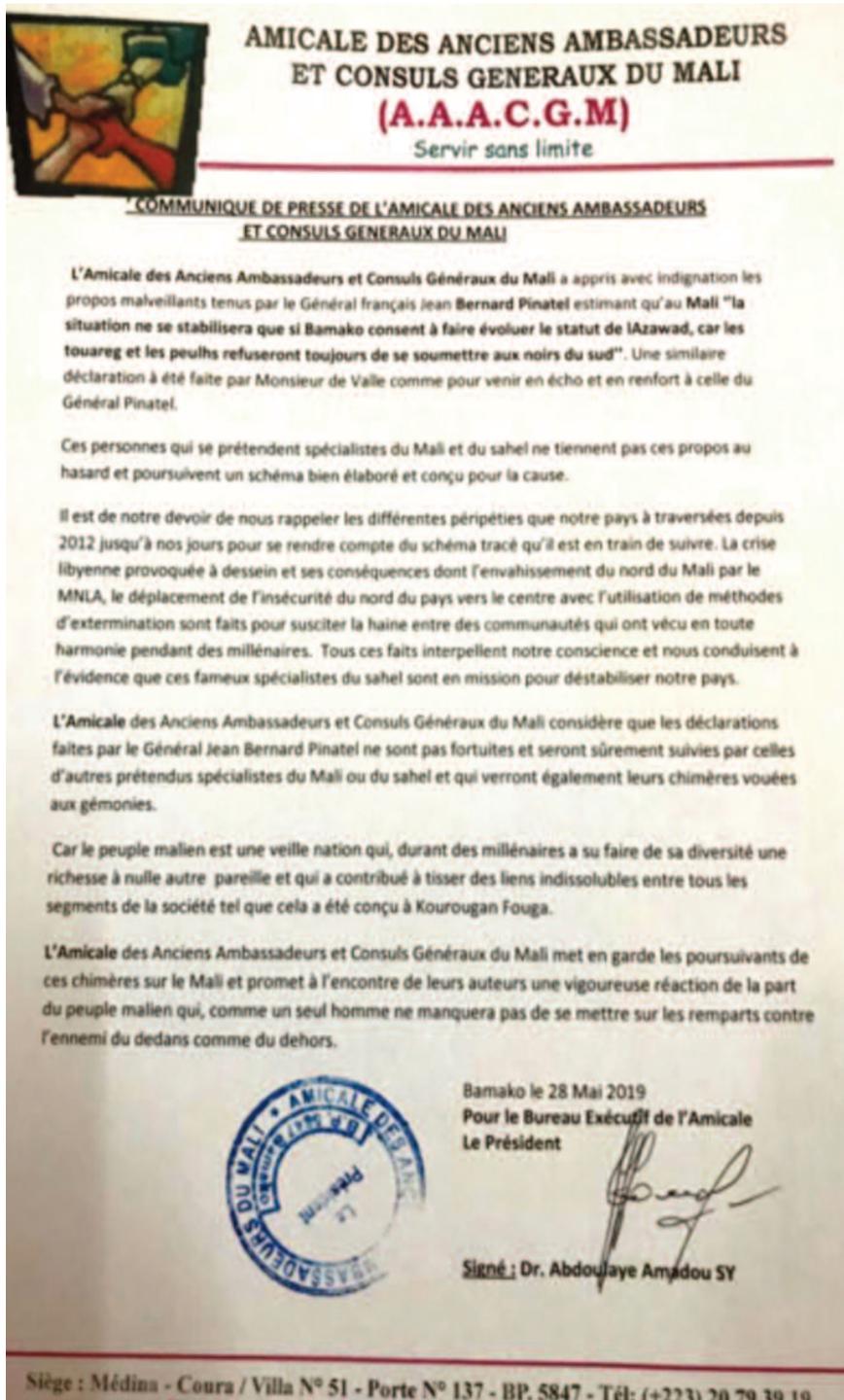
Mais que disent nos lois par rapport à la destruction et à la profanation du drapeau national ? L'article 146 du code pénal malien est très clair. Il dispose que sera puni d'un mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amande de 20.000 à 400.000 francs, toute personne qui, pour manifester son mécontentement ou son opinion, aura publiquement déchiré ou brûlé le drapeau national. Que sera punie des mêmes peines toute personne qui, pour les mêmes motifs et dans les mêmes circonstances aura profané le drapeau national. Et pourtant, ce que subit notre drapeau national dans le nord du Mali est pire. En réalité, les réactions sporadiques ici et là ne suffisent pas pour sortir notre pays de ce gouffre.

Il est donc urgent que le gouvernement assume ses responsabilités et conduise cette lutte avec son peuple. Nos anciens diplomates disent savoir que le peuple malien est une vieille nation qui, des millénaires durant a su faire de sa diversité une richesse à nulle autre pareille et qui a contribué à tisser des liens indissolubles entre tous les segments de la société tel que cela a été conçu à Kourou kan fogan.

Elle (l'A.A.A.C.G.M) s'érige en défenseur contre tout ennemi du Mali au dedans ou au-dehors.

A lire le communiqué de presse de l'A.A.A.C.G.M ICI.

Moctar Sow



Abonnez vous à votre **journal numérique**

Malikilé

pour recevoir les dernières informations du moment

Boubakar Diallo

Boubakar Diallo a partagé une publication dans le groupe YE-LEMA " MOUSSA MARA PRÉSIDENT DU MALI EN 2023".

MALI EN FORCE URGENT :

L'avertissement de la jeunesse malienne à la France : « A chaque attaque contre nos militaires, nous brûlons deux stations Total »

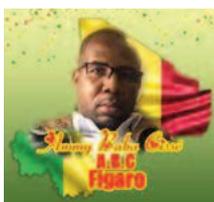
Source a Bamako



Ammy Baba Cisse

« ABC c'est grâce à Ras Bath que Mamoutou Diarra est devenu sapeur-pompier. Que Dieu lui bénisse wallaye » Seydou Camara Guinée

Thierno Diallo a déploré la façon dont l'annonce du ramadan a été faite. Il a exhorté à ce que cela ne se produise plus.



Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

MAMADOU SIDIBÉ est avec Ibrahima Boubacar Yoro Maiga et 6 autres personnes.

Camarades, ne tombez pas dans l'amalgame. Il n'y a rien entre le CDR(société civile) et l'URD(parti politique).

PIERRE DIENG est avec Ibrahima Anne et 20 autres personnes.

OUSMANEMBENGUE est une proie jetée en pâture aux femmes.

Il a été face à une juge du siège femme et à une parquetière femme. Cette dernière a requis 2 ans dont 6 mois ferme.

On l'a livré pieds et poings ligotés entre les mains de magistrates femmes. Aucune chance qu'il en sorte indemne.

C'est quoi cette justice féministe et sexiste de donner, délibérément, un dossier judiciaire portant sur le genre féminin à des femmes ?



Ashley Leïla MAIGA

Mali La gendarmerie de #Nyamina, #Koulikoro a fait l'objet d'attaques par des hommes armés hier 27 mai 2019. L'ex PM @SBoubeye a été accusé de tous les péchés d'Israël sur cette crise sécuritaire. Le nouveau PM Boubou Cissé est quant à lui, aphone sur la question sécuritaire.



Forces Armées Maliennes

Le Chef d'état-major général des Armées (#CEMGA), est dans la zone opérationnelle. Le général de division Abdoulaye Coulibaly est à Ségou pour apporter son soutien conseil au commandement local.



Benno Bokk Yaakaar

Le dialogue National offre l'opportunité historique à tous les sénégalais de mieux cerner les problématiques liées à la bonne gouvernance ainsi que les enjeux liés à la découverte du pétrole. #Kebetu

Cellou Dalein Diallo

Je salue la décision de Cheick Sako de quitter un gouvernement soumis à la fureur d'Alpha Condé de se

maintenir illégalement au pouvoir. Notre combat est juste et j'appelle tout le @GouvGN à faire preuve du même courage pour le rejoindre et défendre notre Constitution #Amoulanfé



larmes des pauvres

Mali la milice criminelle et auteur du massacre d' Ogosogou annonce sa reprise de service, malgré l'annonce de sa dissolution par le gouvernement. Incapable de faire face aux terroristes dans les maquis, habile dans l'attaque des petits hameaux et villages



aBamako

Mali IBK s'habille en cotonnade pour la promotion du coton malien...

Mali Paix : le Mali appelé à tenter de dialoguer avec les jihadistes...

Mali Mali: interpellé par Tiébébé Dramé, Sidi Brahim Ould Sidati calme le jeu...

Mali Mise en œuvre de l'Accord: le Centre Carter relève cinq obstacles majeurs...

Alioune Tine

Alioune Tine a retweeté Abdoulaye Sakho

Une femme pour diriger le Dialogue nationale serait en fait un bon événement historique. Dieu sait qu'on en trouve dans la société civile, dans la haute administration et parmi les magistrates. Je vote pour une #FEMME pour présider le dialogue national. Vos propositions!



Jigi

Natif du #Niger et professeur de physique au Massachusetts Institute of Technology (MIT) depuis 2014, Ibrahim Cissé a remporté le 24 mai 2019 le Everett Moore Baker Memorial Award pour l'excellence dans l'enseignement du premier cycle. <https://africanshapers.com/usa-ibrahim-cisse-laurat-du-prix-everett-moore-baker-memorial/> ... @IbrahimCisse_

À 18h30, le Mali affronte l'Arabie Saoudite pour la 2e journée de la 22e Coupe du monde U20 en Pologne. Le ministre de la Jeunesse et des Sports Arouna Modibo Touré et l'ambassadeur du Mali en Allemagne



Oumou Sall Seck sont déjà prêts pour soutenir les Aiglons. U20WC



Kamanda w K Muzembe

Kamanda w K Muzembe a retweeté Kabongo Richard Katumbi a dénoncé les ambitions, mieux la détermination de Joseph de vouloir s'éterniser au pouvoir pendant que le pays ainsi que toute la société congolaise étaient en destruction. Constat établi par tous, y compris les non Congolais.



CICR Afrique

Au BurkinaFaso, les perspectives humanitaires sont préoccupantes. Nous venons de distribuer de l'assistance alimentaire à plus de 17'000 personnes déplacées dans le nord du pays ForcésDeFuir Lisez notre communiqué



CICR

Amadou Traore

Amadou Traore a partagé une publication dans le groupe Sans la confiance, l'amour n'existe pas.





Kati 24



Accident de la circulation entre Kassela et Zantiguila : Le Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine et son collègue de la Sécurité et de la Protection Civile sur les lieux.

Une catastrophe, voici comment qualifier ce tragique accident de la circulation survenu ce mardi 28 mai 2019 en début d'après-midi. L'accident a eu lieu entre Kassela et Zantiguila dans la région. Le bilan provisoire fait état de 20 morts et 13 blessés.

Juste après l'accident, le Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine et son collègue de la Sécurité et de la Protection Civile se sont rendus sur les lieux. Ils ont pu constater les dégâts et ont veillé à la prise en charge correcte des blessés.

Daouda Fofana



CFLS MTCP ÉLFC PICM est à Elfc Saint-Jean.

20 h • Saint-Jean-sur-Richelieu, Canada •

Cérémonie de finissants de l'École de langues des Forces canadiennes Brigadier-général Virginia Tattersall est l'invitée d'honneur de l'École de langues des Forces canadiennes à la Garnison de St-Jean, Québec, le 23 mai, 2019. Photo: Avr Zamir Muminar, Imagerie 2 Div CA, St-Jean/Mont-réalSJ02-2019-0085-002



malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !



Grande colère au Mali : La France profondément détestée et indexée



Les autorités françaises, surtout celles installées au Mali, n'ont pas la tranquillité chez eux. Depuis quelques jours, les dénonciations et le sentiment de révolte de maliens ne cessent de monter crescendo. Cette France, engagée au Mali mais que certains voient comme la cause des récents crimes perpétrés entre des communautés, devrait montrer sa sincérité.

Selon nos enquêtes auprès des sources concordantes sécuritaires, aujourd'hui 27 mai 2019, ce serait un sentiment anti-français, généralisé et perceptible dans plusieurs villes du Mali, principalement, dans celles de Bamako.

Une partie importante de maliens sont hostiles aux français et inciteraient les populations à s'attaquer aux intérêts français (Total, Shell, Centre culturel français, Ambassade de France ou autres symboles de l'Hexagone). Ce serait une manière active et violente, dans les jours à venir, de protester contre la politique française au Mali.

Le Ministre de l'Économie Numérique et de la Prospective à la Sotelma : Les objectifs de Mme le ministre étaient au cœur des échanges avec le DG



Dans le cadre d'une visite de courtoisie, Mme Kamissa CAMARA, Ministre de l'Économie Numérique et de la Prospective s'est entretenue ce Mardi 28 Mai 2019 avec l'administration de la SO-

Oumar Marico en Guinée pour soutenir le 3ème mandat de Condé : "Si je suis président de la République, je change la constitution et je me présenterai autant de fois que je souhaiterai"



Oumar MARICO était un grand inconnu chez nos voisins de Guinée. Mais depuis le weekend dernier, l'homme au franc parler y est devenu une célébrité.

Une célébrité adulée par le camp de la majorité présidentielle et honnie par celui de l'opposition. Et pour cause. La fête de l'Union Africaine Edition 2019 a trouvé Oumar MARICO en Guinée en visite de quelques jours pour soutenir Alpha CONDÉ dans sa tentative de briguer un 3ème mandat.

Un pays où il était inconnu, mais où il vient d'être une grosse célébrité qui ne laisse pas indifférent. À cause des propos tenus au cours d'une conférence de presse de soutien au 3ème mandat de Alpha CONDÉ.

La rencontre a été organisée par MAKANERA le 25 mai 2019, jour de l'UA.

Au cours de cette conférence de presse, MARICO a développé les arguments qui fondent #CONDÉ à aller de l'avant pour changer la constitution et se présenter. C'est pour bien affirmer ce qu'il pense qu'il dira: "Moi si demain je suis président de la République du Mali, je change la constitution et je me présenterai autant de fois que je souhaiterai".

On peut tout reprocher à MARICO sauf qu'il n'a pas le courage de dire ce qu'il pense. Ces propos sont tenus en Guinée pour CONDÉ, certes, mais ils ne doivent pas déplaire au Mali...aux oreilles de IBK et son camp par exemple.

TELMA/MALITEL.

Les échanges ont porté sur l'avenir de leur collaboration et la direction Marketing de ladite structure a saisi l'occasion pour présenter leurs futurs projets ainsi que les améliorations qu'ils envisagent d'apporter à la qualité de leurs services.

MaliMenp MaliNumérique

Amadou Thiam et sa déchéance à l'ADP Maliba : Un combat de renaissance politique



Le désormais ex-président de l'ADP Maliba, actuel ministre des réformes, Amadou Thiam, semblerait trouver une autre voie, disons même plusieurs options selon nos informations. Exclu par son parti ADP MALIBA pour trahison après sa nomination au gouvernement, de façon unilatérale et sans consentement du président d'honneur Aliou Boubacar Diallo, Amadou Thiam se trouverait quelque peu sonné et désorienté de nos jours.

Mais la politique, c'est donner des coups et en recevoir en retour. Selon nos renseignements recueillis dans son entourage immédiat, Amadou Thiam vivrait un dilemme à trois options.

Premièrement, rejoindre ASMA-CFP de Soumeylou Boubeye Maiga, son nouveau mentor qui souhaiterait lui proposer un poste de son choix au sein du parti. Deuxièmement, rejoindre le parti présidentiel, le RPM qui reste la première force politique du pays. Ou troisièmement, créer un nouveau parti politique qui s'apparenterait aux initiales de l'ADP MALIBA.

Selon nos confidences, le nouveau ministre Amadou Thiam, sans parti politique, aurait commencé des consultations avec des membres de sa famille et des personnes ressources afin de définir son avenir politique.

Depuis l'acte officiel de son exclusion de l'ADP MALIBA, le ministre Amadou Thiam fréquenterait, de façon voilée, les personnalités suivantes ci-après : L'imam Mahamoud Dicko et affiliés, son nouveau mentor, l'ex Premier Ministre, Soumeylou Boubeye Maiga, le président du CNJ Souleymane Satigui Sidibé, la présidente de la CAFO, le président de l'APCAM Bakary Togola et des conseillers de l'ambassade de France qui lui ont organisé une audience avec l'ambassadeur de France au Mali, Monsieur Meyer Joël aussitôt après la prise de fonction du ministre, le 22 mai 2019, pour évoquer l'intérêt de la France et de la communauté internationale sur les nouvelles réformes que le Mali s'apprêterait à engager.

Cette dynamique, si elle arrivait au bout, pourrait déjouer le plan d'un jeune, naturellement ambitieux mais qui taperait à des portes totalement différentes et opposées. La guerre froide entre DICKO, ses alliés et SBM est connue de tous même si certains l'évoquent de façon diplomatique.

Conflits intercommunautaires à Bankass, Koro et Badiangara : Des milliers de déplacés arrivent à Mopti-Sévaré



Au moins un millier de ménages, pour plus de 6000 personnes, ont fui leurs villages pour venir se réfugier dans la ville de Mopti. Les conflits intercommunautaires dans le Centre du pays continuent faire des déplacés. Ce chiffre est confirmé par le service du développement social, qui se dit être à pied d'œuvre pour « soulager la souffrance » de ces populations.

Ces déplacés sont venus essentiellement des cercles de Bankass, Koro et Bandiagara. Ils sont repartis entre une vingtaine de sites, aménagés dans la ville de Mopti-Sévaré. Le site officiel de Sokoura, à lui seul, accueille plus de 634 personnes, dont 291 hommes, 343 femmes et plus de 371 enfants.

D'autres se trouvent dans des familles d'accueil. Par exemple, 148 personnes vivent actuellement dans la famille Minta de Mopti. « Ces personnes sont arrivées dans de conditions précaires, avec des enfants et des vieillards malades. Ils manquent de tout, ils ont tout laissé derrière eux », nous confient des sources contactées sur place.

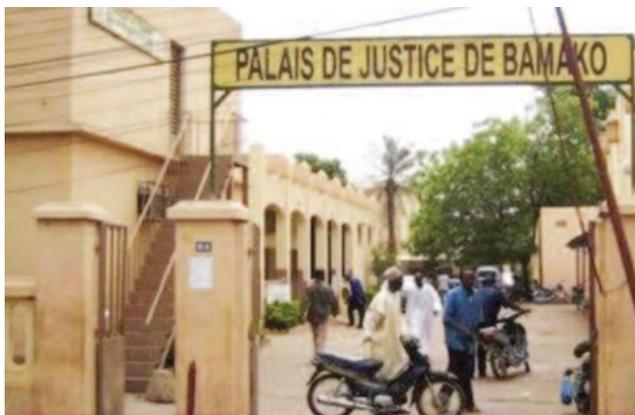
Les services du développement social et leurs partenaires disent avoir effectué les premiers secours en vivres, kits et autres.

Selon les responsables du développement social des dispositions sont en cours pour faire face à la question de l'hivernage et des inondations qui menacent ces déplacés.

Le service du développement social et ses partenaires se disent « conscients » de l'urgence et de la nécessité de venir en aide à ces déplacés. Selon ses responsables, des kits ont été distribués à ces personnes victimes de tensions sécuritaires. Selon eux, le recensement est toujours en cours.

La France, quant à elle, a déjà les flammes aux fesses au regard de la situation sécuritaire. Aliou Boubacar Diallo a pesé de tout son poids pour faire renvoyer son cadre de parti. Ainsi, il faut trouver un moyen d'arriver pour soi-même d'abord et pour le pays ensuite. Dans l'arène politique, tout est permis, c'est juste une question de circonstances et d'acteurs.

Justice pénale au Mali : Les droits des prisonniers bafoués dans les prisons



Dans notre pays le Mali, les prisonniers sont entassés dans leurs cellules comme des poissons dans des boîtes de sardine. Où se trouve enfin le problème ?

Qu'est-ce qui peut donc justifier un tel dysfonctionnement au sein de la justice Malienne ? À qui la faute ?

Les juges d'instruction font-ils convenablement leur travail dans leurs cabinets respectifs ?

Nous demandons au ministre malien de la Justice et des droits de l'homme de se pencher sur le retard des dossiers dans les cabinets d'instruction à travers le pays. Sachant que pour la manifestation de la vérité, la lenteur de la justice est souvent justifiée. Mais dans la plupart des cas au Mali, cette lenteur est dû simplement à la négligence, à la paresse et au « je-m'en-foutisme » de la part de nos juges d'instruction qui ont beaucoup compris l'indépendance du cabinet d'instruction

Ali24

Accident de la circulation entre Kassela et Zantiguila : Le Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine et son collègue de la Sécurité et de la Protection Civile sur les lieux

Une catastrophe, voici comment qualifier ce tragique accident de la circulation survenu ce mardi 28 mai 2019 en début d'après-midi. L'accident a eu lieu entre Kassela et Zantiguila dans la région de Koulikoro.

Le bilan provisoire fait état de 20 morts et 13 blessés qui ont été transportés à Bamako.

Juste après l'accident, le Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine et son collègue de la Sécurité et de la Protection Civile se sont rendus sur les lieux. Ils ont pu constater les dégâts et ont veillé à la prise en charge correcte des blessés.

Tombouctou : L'insécurité s'invite dans nos quotidiens



La région de Tombouctou, malgré les nombreuses rencontres relatives à la question sécuritaire, malgré les engagements signés entre toutes les communautés et malgré les dispositions prises, l'insécurité s'est donné une place majestueuse dans le quotidien du Tombouctien et des ressortissants de la région.

Ces dernières 72 heures, des faits graves se sont produits dans 3 cercles des 5 de la région.

Un camion de transport avec des marchandises de plus de 100 millions détourné de sa direction dans le cercle de Niafunké et vidé de son contenu par des hommes armés. Cette opération a coûté à une dame plus de 4 Millions de perte en tissu Geztner, 3.500.000 pour un autre en produits de quincaillerie et plusieurs autres dont je ferai économie de les citer. Aujourd'hui le camion est confisqué par les perdants qui estiment qu'une complicité est à l'origine de cette opération qui n'est pas à sa première édition. Le même camion, le même chauffeur sur le même axe est à son 3ème braquage à la défaveur des braves opérateurs de la région.

DIRÉ: L'opérateur économique Sarmoy victime d'enlèvement L'année dernière, il a reçu la visite des bandits à motos devant sa boutique. Leur présence a été sanctionnée par des rafales en l'air afin de vider la caisse que détenait son garçon car lui-même Sarmoy était absent. Pas de perte en vie humaine.

Goundam: un autre boutiquier braqué Il a été braqué par des hommes armés après une dispute. Ils lui ont retiré son sac contenant toute sa recette du jour.

Sans nul doute que les uns et les autres ne vont jamais cesser de chercher à la sueur de leur front, tandis que d'autres pensent que cette nouvelle vie leur apportera bonheur et prestige.



Le ministre Safia Boly à la CCIM : Les recommandations de Youssouf Bathily



Fraichement nommée à la tête du département en charge de la Promotion de l'investissement privé, des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat national, Mme Safia Boly, a rendu une visite, ce jeudi 23 mai 2019, à la Chambre de Commerce et d'industrie du Mali pour s'enquérir des nouvelles de l'organisation. Une occasion mise à profit par Youssouf Bathily, président de la CCIM, pour évoquer certaines difficultés. Accompagnée d'une forte délégation de son département, Mme le ministre Safia Boly a en effet visité la chambre de commerce du Mali. L'organisation qui représente tous les commerçants du Mali, n'a pas manqué l'occasion d'indiquer à Mme le ministre, les difficultés auxquelles elle fait face. Et c'est le président de la chambre, Youssouf Bathily qui était porteur de ce message. A sa sortie de la rencontre, à notre micro, il est revenu sur les échanges qui ont eu lieu avec Mme le Ministre de la Promotion de l'investissement privé, des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat national. « Nous saluons Mme le ministre pour sa visite. Elle était venue s'imprégner des difficultés auxquelles les commerçants et entreprises font face et créer un cadre d'échange avec nous. Nous lui avons dit que la croissance de l'économie malienne dépend du secteur privé. Beaucoup de pays se sont développés grâce à ce secteur à travers les investisseurs », a déclaré M. Bathily. Pour lui, notre pays regorge beaucoup de potentialités pour se développer. Le soleil qui peut fournir l'énergie solaire pour mettre fin aux coupures intempestives d'électricité, les fleuves qui traversent notre pays peuvent être exploités, dit le président de la Chambre de Commerce et d'industrie du Mali.

Pour permettre l'exploitation de toutes ses potentialités, le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali a demandé au ministre Safia Boly d'élaborer une loi afin d'attirer les investisseurs pour booster l'économie malienne. M. Bathily a également demandé l'accompagnement du ministre pour la construction d'une école de métier qui est en projet à la CCIM pour lutter contre le chômage.

Avant la fin de cette rencontre, le Ministre de la Promotion de l'investissement privé, des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat national, Mme Safia

Moussa ag Infahi, DG de la police Nationale du Mali : Parmi les 21 Décideurs les plus influents du Mali



L'acteur de la société civile, le défenseur et le clairvoyant, l'engagé pour la sécurité de sa population, nommé par le Magazine Kèwalé parmi les 21 décideurs de l'année écoulée pour services rendus à la patrie. Une récompense qui a eu lieu en Mars dernier à l'Institut français Le Directeur général de la Police, l'Inspecteur général Moussa Ag Infahi est déterminé à donner une autre image à la police nationale dans le cadre de ses missions de tous les jours, notamment la lutte contre le banditisme. Il a procédé le 30 octobre !!!!! dernier, à une vague de mutations au niveau de différents commissariats.

Grâce à lui, ses services ont effectué 11 210 patrouilles dans le district de Bamako contre 8 800 dans les capitales régionales soit au total 20 010 patrouilles. Selon lui, au cours de ces patrouilles, 40 182 éléments ont été déployés dans le district de Bamako contre 34 965 pour l'ensemble des régions soit 75 145 éléments déployés. 20 446 personnes interpellées dont 15 822 personnes dans le district de Bamako et 4 624 dans les différentes capitales régionales. Ainsi, la police saisit 11 855 engins dont 10 837 à deux roues et 1 018 à quatre roues.

Dans le cadre des services de maintien d'ordre, ses éléments ont effectué 2 205 services de maintien d'ordre dont 827 dans le district de Bamako et 1 378 pour les régions administratives. Quant aux opérations de descentes de police, ses hommes ont effectué 1 293 opérations de descentes de police sur l'ensemble du territoire national.

Avec lui entant que Directeur National, la police nationale ne s'arrête de se moderniser et se mobiliser pour la quiétude des citoyens. Une personnalité de marque dont chaque malien doit tirer son chapeau pour le féliciter.

Boly a assuré que son accompagnement ne fera pas défaut. Elle a aussi demandé à la chambre de commerce et de l'industrie du Mali de l'accompagner dans sa mission.

Boubacar Kanouté



SPiRiT

MEGA TOMBOLA MOBICASH

Participez en faisant des transactions de 5000F ou plus

*offre valable jusqu'au 15 mai 2019

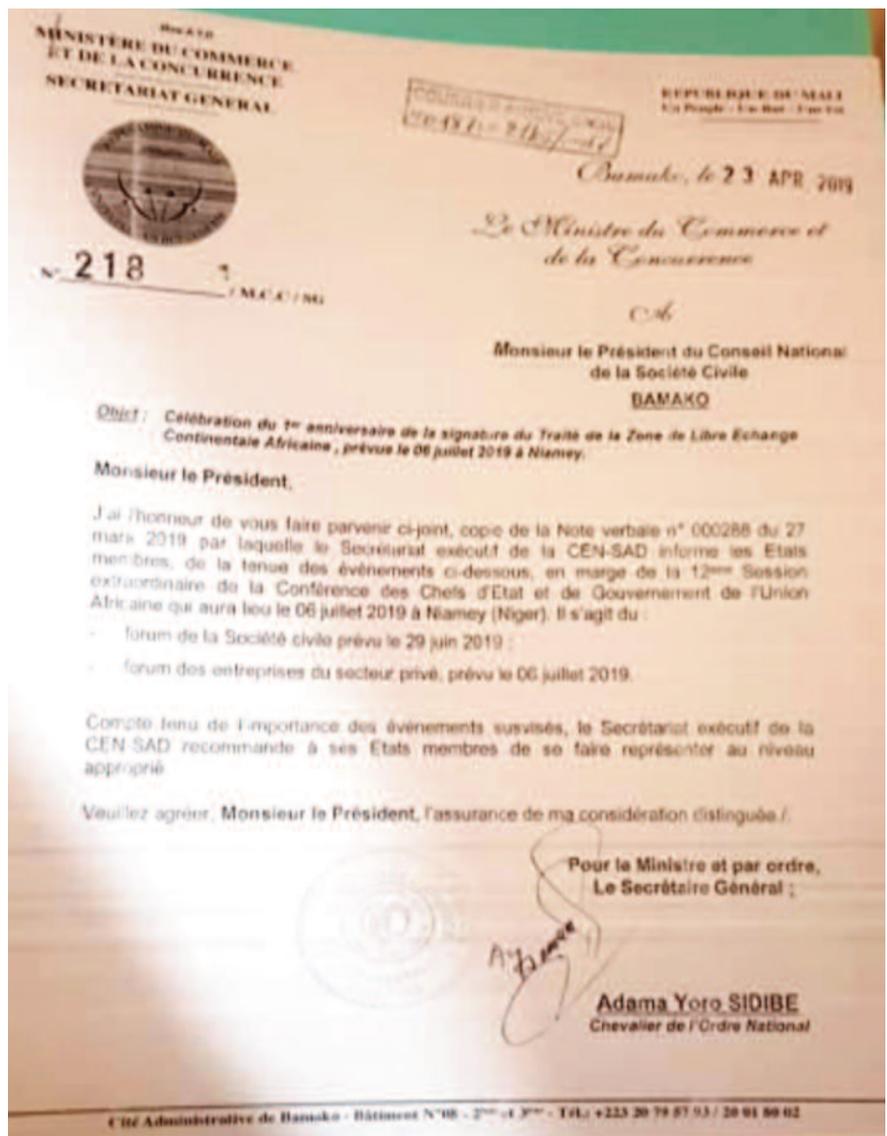
Célébration du 1er anniversaire du Traité de la zone de libre-échange continental prévue le 06 juillet à Niamey : Le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne représentera le Mali



C'est dans un courrier du ministère du commerce et de la concurrence que le secrétariat général demande au président du CSDM de faire le déplacement.

Le CSDM est une organisation de la société civile dont l'objectif est la défense des intérêts de la diaspora malienne. Mais au cours de ses activités, il est devenu incontournable occupant ainsi une place de premier choix dans la résolution de la crise malienne.

Pour les maliens de la diaspora qui désirent adhérer au CSDM, c'est très simple prendre contact avec son président Chérif Mohamed Haidara au 0022377110505.





Koulouba, le 28 Mai 2019 : Le Président de la République SEM Ibrahim Boubacar Keita a reçu le rapport d'activités 2018 du Médiateur de la République

Le Chef de l'Etat a reçu solennellement ledit rapport lors d'une cérémonie dans la salle des banquets de Koulouba, au cours de laquelle le Médiateur de la République a présenté les points essentiels de son Rapport.

Ledit rapport recense les interpellations de tous ordres formulées par les citoyens auprès des services publics sur l'ensemble du territoire national. Il contient également des recommandations pour satisfaire au maximum les exigences du citoyen malien dans tous les domaines des services offerts par les représentants de l'Etat. Les domaines où les litiges sont les plus nombreux sont la gestion domaniale et foncière, la justice et la protection sociale.

Des insatisfactions qui restent constantes, malgré l'Espace d'interpellation Démocratique célébré chaque année le 10 décembre, et qui suscite de plus en plus beaucoup d'intérêt de la part de nos populations.

Dans son rapport le Médiateur déplore la mauvaise prestation dans les services publics couronnée par la corruption et autres comportements qui ne sont pas louables et qui détériorent la relation entre l'administrateur et l'administré.

Le Chef de l'Etat après avoir félicité et remercié Baba Hakib Haidara et son

équipe dira que les comportements qui minent l'administration publiques notamment en matière de litiges fonciers, ne seront plus tolérés: "

Que tous ici notent et comprennent que de moins en moins nous tolérons certains comportements qui endeuillent régulièrement nos braves populations en les ayant spolié de façon inconsidérée de leur seule et vrai patrimoine. Que nous tolérerons de moins en moins que par la faute de certains agents le discrédit soit jeté sur toute l'administration dont certains agents s'acquittent correctement de leur tâche." insistera le Président IBK

Quant aux recommandations, le Chef de l'Etat espère qu'elles auront retenu l'attention des principaux acteurs de tous les services publics de l'Etat pour que de façon scrupuleuse et diligente, des analyses soient faites de façon à mener à bien les actions idoines pour le réconfort des populations.

Cellule de Communication et des Relations Publiques de la Présidence

Attaque de bandits armés à Nyamina : Des renforts dépêchés et la situation sous contrôle!

La sécurité est une exigence des populations et une préoccupation constante des autorités en charge. Mais les hors-la-loi, de façon toujours camouflée, arrivent à prendre au dépourvu nos braves hommes. Toujours dans un dessein de faire des actions d'éclat, parfois même de déstabiliser notre pays, des hommes, non identifiés selon nos sources, dans la du 27 Mai entre 20heures et 21heures, auraient pris d'assaut la Brigade Territoriale de Niamina. Ces bandits, au nombre de quatre (4) étaient armés. Selon des sources que nous avons contactées, la situation serait calme pour le moment. Un témoin affirme avoir vu au moins trois gendarmes au moment de l'assaut de ceux qu'il appelle terroriste : « J'étais devant ma maison en retour de la prière. Les gendarmes dans la



Brigade était au moins 3 personnes que j'ai pu voir » raconte notre témoin. Mais d'après d'autres infos, le commandant de brigade aussi était sur les lieux.

Quel que soit le nombre d'éléments, il serait judicieux pour les autorités de renforcer la présence dans cette zone qui pourrait servir de jonction et de refuge à ces forces obscures.

Des sources sécuritaires évoquent des assaillants qui seraient venus en pinasse mais qui n'ont pu atteindre physiquement les éléments de sécurité qui se seraient mis à l'abri au regard de la surprise de l'attaque. Ils

seraient tous sains et saufs. Mais des dégâts seraient enregistrés, avec des installations électriques incendiées, le hangar de la Brigade et quelques hangars du marché aussi ont été brûlés. Aucune perte en vie humaine, et des renforts ont été dépêchés à partir de Koulikoro et de Bamako.

Les populations doivent aider les forces de sécurité et les autorités à mettre le grappin sur ces criminels qui représentent des menaces certaines et constantes pour notre pays.

ABC

SAER EMPLOI
SOCIETE AFRICAINE D'ETUDES ET DE REALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest



Mandat des députés : La classe politique adhère à une solution consensuelle

Ce consensus doit être trouvé dans le cadre d'un dialogue national inclusif. Mais sur la forme et l'agenda de ce dialogue, les avis divergent

Le mandat prorogé des députés prend fin en juin prochain. Alors, faut-il une nouvelle prorogation ? Le temps imparti est-il suffisant pour organiser des élections législatives ?

Doit-on garder l'Assemblée nationale dans son format actuel ? Autant d'interrogations qui agitent actuellement le landerneau politique. L'idée d'un nouveau report ne paraît pas pour autant comme une entorse grave aux principes démocratiques, pourvu que la solution à envisager soit dégagée dans le cadre d'un dialogue politique inclusif. C'est du moins, en somme, la proposition faite par nombre d'acteurs politiques que nous avons rencontrés.

Le président d'honneur du parti Alliance démocratique pour la paix (ADP-Maliba), Aliou Boubacar Diallo, lors de l'ouverture des travaux du 2è

congrès ordinaire de ce parti, samedi dernier, s'est prononcé sur la question. Il a d'abord tenu à rappeler que l'Assemblée nationale actuelle est une configuration des forces politiques en présence au sortir de l'élection présidentielle de 2013.

De fait, a-t-il renchéri, toutes les nouvelles forces qui ont émergé lors de l'élection présidentielle de 2018 sont ignorées dans cette Assemblée nationale. « Proroger le mandat des députés, c'est ne pas tenir compte du poids réel que nous avons sur l'échiquier politique », a analysé le leader politique.

Qu'advient-il après le 30 juin 2019 ? Aliou B. Diallo a estimé qu'il n'y a que deux pistes de solutions : soit les autorités organisent des élections législatives, soit il leur sera demandé de tenir compte de l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur le 1er tour de l'élection présidentielle du 29 juillet 2018 qui est le dernier scrutin où les partis politiques au Mali ont présenté ou soutenu des candidats.

« Si le mandat des députés n'est pas prorogé, j'espère qu'il ne le sera pas, nous allons demander de créer une Assemblée constituante dans laquelle les partis seront autorisés à avoir des délégués en fonction de ce que chaque candidat et ses soutiens ont eu d'après l'arrêt de la Cour constitutionnelle au 1er tour de la présidentielle », a préconisé celui qui s'est classé 3è aux termes du 1er tour de la présidentielle de l'année dernière. Aliou B. Diallo prévient que le dialogue politique inclusif sera voué à l'échec, s'il ne tient pas compte des nouvelles forces politiques qui ont émergé lors de la dernière présidentielle.

Le président du Congrès national d'initiative démocratique (Cnid Faso Yiriwa Ton), Me Mountaga Tall, pense lui aussi que le sujet pourrait être soumis au dialogue politique annoncé. Pour lui, il est aujourd'hui évident, compte tenu des préparatifs techniques à faire et surtout de l'impérieuse nécessité de revoir l'ensemble des textes régissant les élections, qu'il sera difficile d'organiser un scrutin avant le 30 juin prochain.

SOLUTION POLITIQUE- Le parti Forces alternatives pour le renouveau et l'émergence (FARE An ka wuli) abonde quasiment dans le même sens, estimant que l'urgence n'est pas l'organisation des élections législatives et référendaires, mais plutôt la tenue d'un dialogue national refondateur qui permettra d'abord de consolider la paix et la cohésion sociale.

Cette formation politique soutient que tenir les élections législatives dans les conditions actuelles comme les reporter unilatéralement en dehors de tout processus consensuel serait une fuite en avant désastreuse. Le secrétaire général du parti, Mahamadou Keïta, préconise une solution politique.

Autrement dit, que les acteurs politiques débattent du problème et dégagent les voies de solution. « Un accord politique a force de loi », soutient-il, précisant que la configuration actuelle de l'Assemblée nationale ne reflète plus celle de la classe politique.

Le parti FARE reste convaincu de l'urgence à tenir un dialogue national, devant arrêter les orientations majeures dont les Maliens conviendront quant à l'avenir du pays. Le dialogue poli-

>>>

tique devrait décider du report des élections législatives pour une durée en cohérence avec la conduite des réformes institutionnelles et structurelles dont le pays a besoin.

Côté majorité présidentielle, on souscrit à l'idée du dialogue sur la question, mais avec une grille de lecture légèrement différente. En effet, le président du parti Union malienne du Rassemblement démocratique africain (UM-RDA Faso Jigi) et vice-président de la Coalition « Ensemble pour le Mali » (EPM), Dr Ibrahim Bocar Ba pense que la prorogation du mandat des députés est dans l'ordre du possible. Parce que, justifie-t-il, le pouvoir législatif est l'un des trois piliers de la démocratie.

Et l'exécutif ne peut mener correctement ses activités sans un Parlement. « Nous avons l'Accord politique de gouvernance, signé le 2 mai et qui met en place un gouvernement de mission pour une durée de 12 mois ; il y a beaucoup de choses à faire.

Et par rapport à tout ceci, il faut que les actions du gouvernement soient adossées sur une démocratie avec un Parlement, donc c'est pour cela que la prorogation paraît non seulement juste, mais indispensable », défend le représentant de la majorité présidentielle.

Il concède cependant que cette hypothèse ne fait pas l'unanimité au sein de la classe politique. Mais, assure-t-il, la majorité présidentielle s'attèle à justifier le bien-fondé de cette prorogation.

Dr Ibrahim Bocar Ba estime que le plus important n'est pas seulement de proroger, « mais c'est aussi mettre en place des dispositifs qui permettent d'avoir une nouvelle Assemblée nationale ».

À ce sujet, il confie que le gouvernement est en train de mettre en place

« un agenda qui permettra de voir clair là où l'on va et quels sont les moyens mis à disposition pour que l'objectif soit atteint ».

Dr Ibrahim Bocar Ba fonde beaucoup d'espoir sur le dialogue politique qui offre l'occasion de mettre à plat les maux dont souffre le pays.

De l'analyse de Boubacar Boubou Dicko, président de l'Union pour un mouvement populaire de changement (UMPC), parti membre de la majorité présidentielle, seul un accord politique permettra de sortir de l'impasse qui se profile. Un accord d'autant plus nécessaire que même la Cour constitutionnelle ne peut justifier d'un nouveau report.

Et, précise-t-il, « on ne peut plus faire prévaloir l'argument de l'article 50 de la Constitution, parce que ce n'est pas le cas de figure ».

Selon lui, il y a deux problèmes sous-jacents, dont le premier a trait au referendum annoncé. Ce qui implique une loi de révision constitutionnelle, alors qu'il est évident que cette révision ne pourrait être votée avant le 30 juin.

Donc, il faut aller à une seconde prorogation du mandat des députés. « Et c'est là une question à étudier avec beaucoup de sérieux », dit-il avant de s'interroger : « Est-ce que le choix va porter sur une révision constitutionnelle ou alors est-ce qu'on va laisser le choix au constituant originaire ? En tout cas, M. Dicko estime qu'il faut un accord politique qui, de fait, supprime le fait majoritaire.

En effet, ce sont toutes les composantes de la nation qui décideront librement s'il faut aller vers la rédaction d'une nouvelle Constitution. Aussi, Boubacar Dicko soutient que la tenue des législatives butte sur le problème de l'opérationnalisation des nouvelles régions, tout en rappel-

lant que le Premier ministre de l'époque avait invoqué l'argument de la loi n° 20-12/017 et la loi n° 20-12/018 pour demander le report des législatives.

« Elles créent 19 régions dont l'opérationnalisation s'avère impossible même en termes de ressources humaines », selon M. Dicko qui préconise une relecture de ces lois. Sans quoi, « il n'est pas possible même dans un an de tenir des élections législatives ».

Et s'agissant du sort des députés, il estime utile « qu'on fasse appel au peuple dans toute sa diversité et mette en place une sorte de comité de transition, comme par le passé, qui est plus représentatif des couches de la population que les actuels élus. Parce que la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce à travers ses élus à l'Assemblée nationale. Et cette même Constitution leur donne un mandat de cinq ans. Donc s'il n'y a plus de mandat, le peuple reprend sa légitimité », argumente-t-il. La Coalition des forces patriotiques (COFOP) s'est, dans un récent communiqué, dite fondamentalement opposée à toute prorogation du mandat des députés après le 30 juin 2019. Elle engage le président de la République à mettre en place une Assemblée constituante composée des représentants de tous les segments du peuple malien.

« Cette Constituante aura pour rôle d'accompagner le président de la République et son gouvernement dans la gestion harmonieuse et consensuelle de la chose publique aux fins de remettre sur rails le train Mali », énonce le communiqué de la COFOP.

**Massa SIDIBÉ
Issa DEMBÉLÉ**

Abonnez vous à votre **journal numérique**

Malikilé

pour recevoir les dernières informations du moment



Niger, Mali-« Azawad »: Revenir aux origines politiques de la crise au Sahel

Les milliards, les armes et les forums n'y feront rien tant que perdureront l'injustice, l'impunité et la mal gouvernance. Plus que toute autre chose, les pays sahéliens ont d'abord besoin d'une gouvernance inclusive pragmatique et soucieuse des équilibres nationaux constitutifs de la légitimité des États, une gouvernance destinée à produire des récits nationaux partagés et susceptibles de générer un patriotisme effectif chez chaque citoyen. La paix et la stabilité au Sahel passent nécessairement par une évaluation audacieuse des politiques publiques conduites depuis les indépendances. La manière dont les États ont appréhendé la diversité ethnoculturelle de leurs populations constitue en effet une grille de lecture essentielle à la compréhension des maintes difficultés qui font aujourd'hui le lit des groupes jihadistes. L'iniquité et les injustices inhérentes au fonctionnement de ces États devraient constituer le premier écueil à surmonter plutôt que d'exhorter les populations concernées à s'inscrire dans des agendas qui n'ont finalement pour objectif que la perpétuation et la consolidation des systèmes

qui les ont toujours marginalisées. Au Niger, la relative stabilité que connaît le pays depuis plus de vingt ans n'a pas été suffisamment mise à profit pour résorber les problèmes de fond qui avaient abouti à la rébellion des années 90. Le court-termisme et le clientélisme ont prévalu sur une gestion sérieuse des questions de gouvernance. Le terrain demeure éminemment fragile et les élites politiques du pays tardent à prendre enfin la mesure des conséquences périlleuses des politiques menées depuis les indépendances. Au Mali, contrairement à une idée répandue à dessein, par certains esprits partisans, la crise libyenne n'est pas à l'origine de la décomposition actuelle de l'État. La cause, réelle et profonde, est plutôt à rechercher dans le fonctionnement d'un système qui a, depuis toujours, choisi de se structurer autour de certaines communautés, en maintenant d'autres à la marge de la décision politique. Vouloir réduire le conflit actuel à une conséquence du chaos libyen est un déni du véritable problème qui oppose l'« Azawad » à l'État central du Mali depuis la création des frontières actuelles. Les moyens maté-

riels et humains venus de Libye, après la chute de Kadhafi, ont certes contribué à la reprise des hostilités en 2012 mais ils ne constituent pas l'origine réelle du conflit.

De manière générale, n'en déplaise à certains, la participation des populations locales aux politiques sécuritaires constitue un impératif incontournable si l'on souhaite construire un espace de stabilité et de paix. Continuer à les maintenir à l'écart de ces enjeux, témoignerait d'une persistance de la méfiance vis à vis d'elles, risquant ainsi de les précipiter dans les bras des forces dont l'action est combattue par les États. L'absence de perspectives conduit une partie de la jeunesse à verser dans la délinquance et l'expose aux sirènes des organisations mafieuses qui s'adonnent aux différents trafics dans cet espace sahélo-saharien. Les mesures mises en place, notamment avec le soutien de l'Union européenne, ne donnent pas des résultats suffisants pour se substituer aux activités économiques habituelles rendues impossibles par l'insécurité. La structure actuelle des armées nationales, caractérisée par une certaine forme de discrimination ethnique, constitue un point de blocage. Aucune stratégie sécuritaire ne pourra être efficace sans l'adhésion et la confiance de l'ensemble des populations. L'insécurité ne pourra être vaincue durablement sans le respect, par les États, des équilibres poli-

>>>

>>>

tiques, des droits et intérêts des différentes composantes de leurs populations.

Le G5 Sahel, dont l'objectif est de permettre à ses membres de mutualiser un certain nombre de moyens, gagnerait à renforcer sa vigilance et à montrer plus de volontarisme en matière de bonne gouvernance et de la consolidation de la démocratie. Un accompagnement audacieux et sans complaisance des États membres serait nécessaires pour les encourager à se défaire des habitudes qui empêchent toute évolution porteuse d'espoir pour les populations sahéliennes. Le risque est, en effet, très grand de voir ce projet ambitieux englué dans les mêmes pratiques qui ont amené ces pays dans l'impasse politique actuelle.

En outre, la culture de l'impunité illustre l'absence de volonté politique des gouvernants à traiter et à résoudre les tensions de ces dernières décennies entre les États et certaines franges de leurs populations. Il n'est, en effet, ni acceptable, ni compréhensible qu'aucun procès n'ait suivi les différents massacres de populations civiles depuis les années 90, alors qu'auteurs et victimes sont connus de tous. Cette faiblesse ou forfaiture est un des vrais points de rupture qui seront toujours une aubaine pour ceux qui veulent diviser et déstabiliser ces pays.

En conséquence, la communauté internationale ne pourra stabiliser cette région et y instaurer la paix, tant qu'elle n'aura pas fait preuve de sa volonté à demander des gages aux différents États sur leur gestion des questions de droits de l'Homme et de la gouvernance en général. Cela mettrait fin à une hypocrisie qui n'a que trop duré !

Les moyens financiers déversés aujourd'hui dans ces pays, avec le souci de juguler les vellétés et ramener la paix, emprunteraient souvent les mêmes canaux de corruption et de redistribution du système qui a abouti à la situation actuelle. Au lieu d'apaiser les frustrations, cela les amplifie.

Source: Niger Diaspora

Crise du Mali : Le MNLA maître de l'accord



De la période transitoire à la signature des Accords (dit de paix) d'Alger, le champ médiatique a été laissé, abandonné au MNLA et autres irrédentistes affiliés, qui l'ont occupé et malicieusement utilisé à répandre partout dans les sphères et milieux politiques européens des contrevérités historiques, sociopolitiques accréditant leur thèse d'un utopique État. Ils mirent en place un véritable arsenal de spécialistes en communication maîtrisant parfaitement l'outil NTIC et dévolus à cette tâche.

Sous les propagandes distillées çà et là, il fut un temps où le Parlement européen même a servi de tremplin institutionnel aux cadres et ténors des séparatistes du MNLA.

N'eût été les protestations (bien qu'isolées) de certains de nos compatriotes immigrés d'Europe à Strasbourg et, notamment les interventions dans l'hémicycle européen des Honorables députés Ambarcane et Mme Haidara Aissata qui ont confondu des indépendantistes à leurs contradictions en pleine séance devant des députés européens, presque toute l'Europe serait acquise à leur cause.

Du gouvernement transitionnel à l'électif, nos autorités ne semblent toujours pas mesurer ou comprendre la portée médiatique de l'information, des événements, leurs suivis et ventilation, pour n'avoir créé aucune structure appropriée à cet effet. En

termes d'occupation du terrain médiatique, les nôtres n'ont créé que des cellules disparates, de diffamation, d'insultes et mensonges à l'encontre de leurs adversaires politiques ou partisans.

L'ÉVÉNEMENT du jour est la sortie improvisée du ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale M. Tiébilé Dramé, animé d'un réflexe patriotique spontanée, face au comportement avilissant, d'un individu...fût-il dirigeant rebelle, cela ne lui confère nullement de statut officiel institutionnel du Mali, autre que citoyen imposable.

Quoi que l'on dise ou pense de Tiébilé Dramé, son brillant rhétorique lumineuse à recadré Ibrahim Ould Sidatt de la CMA, a tiré les patriotes maliens de la torpeur, de l'irritation et d'une rancœur muette longtemps comprimée.

En manque de structures gouvernementales à maintenir vivace en écho un si grand Acte posé, je rends hommage tous ces frères amis et compatriotes Babemba Touramakansi, Ousmane Wane, Boubacar Koumare, Samba Gassama General Youssouf Mangara)...et tant d'autres, qui ont rehaussé de tout son éclat l'action de TD dans des analyses décryptées, ou en réponse aux quolibets truffés de fausses affirmations de Mossa Ag Attaher.

Daouda D Doumbia

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Les Rois noirs du Maroc : Jusqu'au 8^e siècle au moins, le Maghreb était aussi noir que l'Afrique subsaharienne.

Des hommes parmi cette population autochtone ont fait briller la région, le Maroc en particulier. Cette page occultée de l'histoire noire est un élément majeur à verser au patrimoine historique africain.

Rappels

Afin de comprendre ce qui sera dit ici, il est absolument indispensable de se documenter sur l'apparition des peuples blancs sur Terre et sur les étapes du peuplement de l'Afrique du nord. Pour synthétiser, les Noirs ont vécu de tout temps au Maghreb et représentaient l'essentiel de la population au temps des dominations romaine et arabe.

Ce sont ces Noirs qui ont été au début désignés par le terme Berbère. Les Berbères, encore appelés Maures ou Sarrasins, tels que les Européens les ont vus en Espagne et au Portugal. C'est véritablement la traite des Blancs d'Europe par les arabo-musulmans et la présence turque qui auraient changé le visage du Maghreb au point que nous connaissons aujourd'hui. Cela a été expliqué en détail ici. D'après la BBC, dans une traite qui a duré près de 12 siècles, 1 250 000 blancs européens auraient été mis en esclavage au Maghreb et en Lybie entre 1580 et 1780 seulement [1].

La dynastie noire et arabe des Idrissides (789 — vers l'an 1000).

C'est dans le cadre de l'invasion musulmane de l'Afrique que les Arabes entrèrent sur le continent noir en 689 et soumièrent le Maghreb quelques décennies plus tard. C'est un arabe, du nom d'idriss, qui fonda la première dynastie marocaine, celle des Idrissides. Il mourut en laissant son épouse berbère — donc noire — enceinte. Celle-ci mit au monde Idriss II, qui étendit le pouvoir de son père sur la région. Le fils de ce dernier, le roi Mohammed aurait également été de

mère africaine. La dynastie idrisside, d'essence africaine et arabe donc, s'est distinguée par une œuvre architecturale dans la ville de Fès et l'expansion de l'islam. Elle déclina jusqu'à disparaître vers l'an mille. C'est véritablement la dynastie suivante des Almoravides, qui fit briller le Maroc.

La dynastie noire des Almoravides (1060-1147)

Le roi chrétien d'Espagne Pierre d'Aragon, recevant les têtes décapitées de 4 princes maures de la dynastie des cle. On peut voir que les têtes sont excessivement noires. Ce sont ces 4 têtes qui figurent encore aujourd'hui sur le drapeau de la Sardaigne.

Dans le Sahara occidental, le roi Yahya Ibn Ibrahim essayant d'islamiser ses sujets, ramena un leader religieux du nom d'Ibn Yacine qui échoua à les convertir. Yacine fut chassé par le peuple, et s'enfuit vers le fleuve Sénégal où il rencontra plus de succès.

Ayant finalement assez d'adeptes, il mena un djihad dans la région et baptisa ses suivants Almoravide, c'est-à-dire les combattants de la foi. Abu Bakar, autre leader des Almoravides, constitua par la guerre un empire allant du Maroc au fleuve Sénégal.

Il nomma son cousin Yusuf Ibn Tachfin régent du nord-ouest. Celui-ci conquiert l'ancienne capitale Fès et une partie de l'Algérie. Après avoir mené un djihad qui ébranla le (animiste) de Ghana en 1075, Abu Bakar retourna au Maroc. Là, il ne put que s'incliner devant le pouvoir affirmé de son cousin sérieusement le puissant empire vital Yusuf Ibn Tachfin, qui fonda la ville de Marrakech. Tachfin est décrit dans les documents de l'époque comme un homme à la peau marron et aux cheveux crépus [2].

Ce dernier répondit à l'appel au secours des Noirs et des Arabes menacés par les chrétiens d'Europe. Le régent du nord-ouest africain conquiert l'Espagne. Il se tailla ainsi un empire gigantesque qui regroupait l'Espagne, le Portugal, le Maroc, l'Algérie, le Sahara occidental, la Mauritanie, avec Marrakech comme capitale. Cet homme noir est de ce point de vue, un des plus grands conquérants de l'histoire.

L'historiographie marocaine considère que c'est avec la dynastie almoravide que commence véritablement l'époque impériale du Maroc, voir la naissance du Maroc tout court. Ce sont donc deux hommes noirs, Abu Bakar et surtout Yusuf Ibn Tachfin, qui ont fondé le Maroc impérial. La dynastie almoravide se distingua par une œuvre architecturale monumentale au Maroc. Elle fut balayée par la 3^e dynastie des Almohades.

La dynastie noire des Almohades (1147-1269)

L'histoire de cette dynastie commença avec un berbère Masmuda, du nom de Ibn Tumart, éduqué en Espagne sous domination africaine. L'historien britannique Bernard Lewis rapporte les mots du commentateur arabe Abu Shama, qui décrivait les Masmuda comme des noirs [3]. Ibn Tumart finit par contredire la doctrine musulmane et créa le mouvement des Almohades, c'est-à-dire les unificateurs, qui rejetaient les personnages de l'Islam autres qu'Allah. Il alla jusqu'à défier lors de débats publics le roi Ali Ibn Yusuf à Marrakech, agressant la sœur de celui-ci parce que non voilée.

Considéré comme radical, il fut banni de la ville.

Il se réfugia au sein de son peuple et vécut dans une grotte, n'en sortant que pour prêcher l'unicité de Dieu telle qu'il la concevait. Ayant suffisamment d'adeptes, il mena une guerre contre les Almoravides. À sa mort, c'est son lieutenant Abd-al Mu'min qui mit finalement un terme



à la dynastie de Tachfin. Le nouveau roi — berbère d'Algérie — conquiert le nord de l'Algérie, de la Lybie, jusqu'aux frontières de l'Égypte. Son petit-fils Yakub Al Mansur conquiert l'Espagne, assouplit le rigorisme religieux de ses prédécesseurs et retrouve la grandeur intellectuelle et architecturale des Almoravides.

Un des fils d'Abd-al Mu'min est décrit par un poète arabe qui l'a vu comme un homme à « peau noire » [4]. La mère d'Al Mansur est décrite comme une négresse [2] et Yakub Al Mansur lui-même était décrit comme un homme à peau marron [2]. Ce sont donc, exclusivement des Noirs qui sont à l'origine de la dynastie almohade :

Joyaux architecturaux des rois almohades.

Les fondateurs noirs de la dynastie Alaouite (1664 à nos jours)

Avant la dynastie Alaouite qui dirige actuellement le Maroc, ont régné les Mérinides et les Saadiens qui étaient également des dynasties berbères. Ces dynasties ont apporté beaucoup sur le plan intellectuel et architectural au Maroc. Elles ont en outre apparemment vécu le blanchiment du Maroc, car la distinction Noir-Blanc était déjà présente à la naissance de la dynastie Alaouite.

Concernant la dynastie Alaouite donc, elle fut fondée par Moulay Rachid, homme venu d'une tribu arabisée du Maroc. On a une image authentique de lui qui montre un homme parfaitement négroïde. C'est donc un noir qui a fondé l'actuelle dynastie royale marocaine à laquelle appartient le roi Mohammed VI. Le demi-frère de Moulay Rachid, né d'une esclave noire, fut Moulay Ismail. Ce dernier est considéré comme un des plus grands, sinon le plus grand roi de l'histoire du Maroc. Il est l'ancêtre direct de l'actuel roi du Maroc. Avec 55 années, le règne de Moulay

Ismail fut le plus long de l'histoire. Il fut un guerrier redoutable et un conquérant, soutenu par ses 150 000 esclaves noirs — dit Abid al-Bukhari — qu'il acheta ou fit kidnapper, et qu'il rendit puissants. Il avait toute confiance en eux. Il fut aussi un bâtisseur, grâce à ses 25 000 esclaves européens. On parle même de solidarité raciale entre le roi et ses guerriers noirs, ce qui laisse encore à penser que le Maroc avait déjà beaucoup blanchi à cette époque.

Le roi était en outre sous la grande influence de sa première épouse, Laila Richa, surnommée l'impératrice du Maroc, qu'un religieux français de l'époque décrit comme « noire, laide » et cruelle, autoritaire, méchante[S]. Après la mort du roi, ses fils vont se disputer le trône au milieu de guerres de succession, le tout arbitré par les esclaves noirs qui furent finalement écrasés. Dès la fin du 18^e siècle, ce sont des métis et avec l'afflux de blancs esclaves, des Blancs, qui vont régner sur le pays jusqu'à nos jours.

Que faut-il retenir de tout ceci ?

Portrait authentique du général Bassa, qui a beaucoup fait pour les victoires de Moulay Ismael

Source : The Golden Age of The Moor, édité par Ivan Van Sertima, page 369

On voit donc que ce sont les Noirs qui ont inauguré l'ère impériale marocaine, qui ont fondé au moins 3 des 6 dynasties royales marocaines ; qui ont porté le Maroc à son apogée politique à travers les dynasties almohade et almohade ; ils ont en outre été sans doute présents dans les 3 autres dynasties. Cheikh Anta Diop faisait du Sahara une ligne de démarcation entre l'Afrique dite « noire » et le Maghreb supposément blanc.

On sait aujourd'hui qu'il faut faire sauter cette barrière. Il y avait donc une continuité raciale des deux côtés du Sahara, mais une discontinuité culturelle entre les subsahariens restés — en grande partie — authentiquement africains sur le plan culturel, et les premiers Berbères qui eux étaient fortement arabisés.

Tout n'est pas propre chez ces ancêtres glorieux, qui ont activement collaboré à la traite négrière arabo-musulmane et ont mis avec les Arabes, des Blancs en esclavage pour la production de richesses. Attitudes incompatibles avec la culture noire, en tout point condamnables et qui sont dues à une contamination arabe.

Tout ceci montre l'apport prédominant des Noirs dans les civilisations d'Afrique du Nord.

Nous sommes donc à l'origine des civilisations vitalistes (animistes) de l'Egypte antique et de Carthage, qui furent exclusivement noires. La civilisation maure en Espagne et le Maroc impérial — bien qu'ayant bénéficié d'apports arabes — sont aussi des civilisations noires. C'est la stricte vérité.

Quoiqu'il en soit, puisque les Blancs du Maghreb ne veulent pas de leurs ancêtres noirs, les Noirs d'Afrique eux, doivent les accepter comme faisant partie de leur patrimoine.

PS : Depuis la rédaction de cet article, nous avons pu mettre à jour le caractère noir de la dynastie Saadienne (1554-1660) qui prit le pouvoir en contexte d'occupation du Maroc par l'Espagne et le Portugal. Le fondateur fut Mohamed as Cheikh. Son fils et quatrième roi Abd Al Malik fut décrit par le portugais Luis de Oxeda comme un homme « avec un nez plat et court. Les lèvres épaisses. De couleur gris (qui est en fait une variante de la couleur noire foncée) » [7]

Un autre des fils du fondateur fut le père du roi Moulay Mohammed. Ce dernier fut décrit par les portugais qui l'ont vu comme « un Maure barbare », « un Maure maudit », « un Maure infidèle », « noir dans son apparence et sanguinaire dans ses actes » [8]. Comme nous l'avons expliqué, le terme « Maure » en ces temps signifiait Noir.

Le fils de Moulay Mohamed est né d'une mère Peule comme l'a rapporté le chroniqueur malien Abderahmane Sa'adi [9]. Du nom d'Ahmad Al-Mansur, il fut décrit comme noir par le portugais Fray Luis Nieto [10] et est considéré comme le père du Maroc moderne pour avoir expulsé les Européens de son territoire. C'est lui qui détruisit l'empire Songhaï en 1591, mettant fin à 1200 ans d'histoire glorieuse des empires de la boucle du Niger. Il eu avec son épouse noire Lalla Djuhar [11] deux fils Zidan Abu Maali et Mulay Abdullah Abu Faris, tout deux rois noirs donc.

Les fils de Zidan, au moins métis, vont se succéder sur le trône avant le dernier roi Ahmad el Abbas dont nous ne disposons pas d'informations. La dynastie saadienne fut donc presque entièrement noire.

The Medersa Ben Yusuf, named after the black king Yusuf Ibn Tachfin, built by the king Abdallah, whose brother Abd Al Malik and son Mulay Muhammad were both described as black

La Medersa Ben Youssef, nommée en honneur du roi noir Yusuf Ibn Tachfin. Elle a été bâtie par le roi Abdallah, dont le frère Abd Al Malik et le fils Moulay Mohamed, furent tous deux décrits comme noirs.

Hotep !

Par : Lisapo ya Kama © (Tous droits réservés. Toute reproduction de cet article est interdite sans l'autorisation de Lisapo ya Kama)



Kary Bogoba Coulibaly Alias Madou Wolo: L'homme aux multiples talents

Natif de Ségou, Madou Wolo a vu le jour en 1969. Kary est issu d'une famille de musiciens, dont le chef, Bogoba Coulibaly, était un célèbre percussionniste. Dès l'âge de 5 ans il apprend à jouer au balafon grâce à son frère aîné Arouna. Il rentre à l'INA (Institut National des Arts) en 1982 où il obtient un diplôme en arts dramatiques en 1986 et rencontre plusieurs comédiens maliens, avec qui il formera en fin 1986 "la Troupe Gnogolon". Etudiant dramaturge, il se passionne pour la musique auprès de ses aînés musiciens de l'INA et apprend la guitare électrique et traditionnelle, le cora, le piano, la batterie. Une polyvalence dans les instruments musicaux, qui lui vaudra le surnom de "l'homme-orchestre". Kary interprète

de nombreux rôles dans des théâtres amateurs montés à l'INA avec ses amis. Son premier grand rôle dans une pièce de théâtre sera dans la pièce "moi seul" de l'écrivain ivoirien Bernard B. Dadié.

Il met en place un groupe musical dénommé "Tobodji" en 1997, nom issu d'une chanson qu'il a interprété avec le maestro Toumani Diabaté en 1996, avec qui il se produisait lors de concerts, cérémonies de baptêmes et mariages. Suite aux conseils du dramaturge français Philippe Dossier, il initiera avec Malick Dramé, Salim Sylla et Ténéma Sanogo, un groupe théâtral et se fera ainsi connaître du grand public à travers le "Gnogolon" et ses produits à travers le monde.

En 1998, il se fait remarquer par le cinéaste burkinabè Sotigui Kouyaté

grâce à son rôle dans "Le Rêve du Python" de Dani Kouyaté. Sotigui Kouyaté, Habib Dembélé et Alioune Ifra N'Diaye créent "le Mandeka théâtre" avec Kary qui réunissaient tous les critères de chanteur, comédien et musicien. C'est donc le début d'une carrière internationale grâce au "Mandeka théâtre" dans les pays voisins et plus tard dans le monde entier. Madou Wolo est un musicien compositeur, arrangeur touchant à tous les domaines de l'art en général, mais beaucoup plus passionné par le théâtre dont "Sanoudjè" de Boubacar Sidibé, "Yéléma" de Mamou Cissé d'où il hérite son surnom de "Madou Wolo", la "Genèse" de Cheick Oumar Sissoko, "Sia, le Rêve du Python" de Dani Kouyaté, ainsi que le rôle de Dianguiné du bar. Comédien infatigable, Kary continue à faire rire ses milliers de fans, à animer les scènes internationales pour le plaisir de tous. Bon vent et surtout longue vie à Madou Wolo

Aïssétou Cissé



African'Cinephiles

Dialogue National au Sénégal : Les propositions du chef de l'Etat

Le pouvoir vient au dialogue national avec un paquet de propositions, notamment la révision de la Constitution. Macky Sall souhaite surtout modifier la loi sur le parainage et le cautionnement.

Le gouvernement souhaite procéder à une large communication et à une sensibilisation forte des citoyens, pour que le fichier issu de la refonte soit crédible et représentatif de l'électorat. Il veut aussi prendre en charge les représentants des partis politiques dans les commissions administratives chargées de la refonte du fichier électoral et créer ainsi un cadre de concertation permanent entre l'Administration et les acteurs politiques. S'agissant toujours des élections, le gouvernement souhaite créer une commission de suivi de la refonte partielle du fichier en y associant les représentants des pôles des partis politiques légalement constitués et mener les échanges avec le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique dans la perspective du décret fixant les modalités de mise en œuvre pratique

de la loi sur la refonte. Macky Sall ambitionne également la poursuite du dialogue avec le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, tout en lui laissant ses prérogatives, sur le cautionnement aux élections, de prévoir un montant plancher et un montant plafond pour encadrer la décision du ministre chargé des Elections de fixer le montant de la caution. Le Chef de l'Etat veut aussi faire modifier la Constitution (notamment en son article 29, alinéa 4) pour prévoir qu'un taux de signatures égal à 1 % des électeurs inscrits soit appliqué, pour l'élection présidentielle, en lieu et place des 10 000 actuellement exigées (ces électeurs devraient être domiciliés dans la moitié au moins des régions du pays à raison de 1 000 signatures au moins par région). Reste maintenant à savoir si l'opposition regroupée autour du Frn acceptera ces propositions.

D'autre part, le président de la République veut que la journée du dialogue national soit désormais inscrite dans l'agenda institutionnel de la République. Cela témoigne de sa volonté de renforcer l'ancrage de notre pays

dans la sphère des Etats qui ont réussi «avec brio» le passage d'un statut de démocratie majeure à celui de démocratie modèle en Afrique et même dans le monde. A ce titre, le gouvernement considère que le dialogue national offre un cadre unique et historique pour la création et la consolidation de consensus forts sur les questions politiques et institutionnelles. Selon le pouvoir, le dialogue national, c'est aussi l'opportunité de prendre en charge la problématique de la bonne gouvernance, les belles perspectives économiques et sociales qui s'ouvrent à notre pays à travers la deuxième génération du Plan Sénégal Emergent (Pse II), les enjeux liés à la découverte du pétrole et du gaz. Enfin, c'est l'occasion pour les Sénégalais de mieux cerner les défis de paix et de sécurité auxquels notre pays fait face dans un monde en profonde mutation. Le pouvoir estime que passé le temps de la rivalité politique et de la compétition électorale pour la conquête du pouvoir, le Sénégal n'a d'alternative que de poursuivre les réformes majeures, porteuses de changements profonds et de transformations socio-économiques pour prendre en charge les aspirations des citoyens et marcher allègrement sur les rampes déjà balisées de l'émergence.





Dossier Ressources naturelles au Sénégal : La justice est-elle un maillon faible de la gouvernance?

Il faut de bonnes institutions pour gérer le gaz naturel, c'est un impératif catégorique. Dans la démocratie représentative, le débat politique a lieu à l'Assemblée nationale et entre les partis politiques qui concourent au suffrage universel. Les Xaware à la salle des banquets ne sont pas dans l'architecture de la République, encore moins de la démocratie. Ce sont des exercices dangereux qui peuvent être manipulés pour des propositions favorables à la confiscation de la démocratie, (comme la fin de la limitation des mandats, l'élection de maires pour en faire des présidents de commune dans le but de confisquer les hydrocarbures et le foncier), et pour enterrer les Assises Nationales qui hantent BBY ; surtout dans un contexte où la justice et le Conseil constitutionnel posent problème.

La justice maillon faible de la gouvernance des ressources naturelles

Ce qui se passe au Sénégal est de plus en plus inquiétant. Que Thione Seck bénéficie d'un règlement de l'UEMOA, tant mieux, mais qu'on le refuse à d'autres, comme le Maire de Dakar, c'est tout bonnement incompréhensible. En vérité, tout le monde le sait, Macky Sall veut mettre la justice sous tutelle. Quand on est adoubé par la famille Faye Sall, on est bien traité, par contre les autres ne comptent pas. J'en sais quelque chose pour avoir été poursuivi pour diffamation.

Evidemment, l'APR n'a ni idéologie, ni doctrine, ni principes, c'est une association pour permettre à Macky Sall

de partager les ressources publiques et qui est dominée par les prédateurs. Les réactions de gourous de BBY après le meurtre de femmes sont inadmissibles. C'est un fait que les femmes ont peur dans notre pays et sont choquées. Le lecteur de Hampâté Ba que je suis décrypte la peur et un vécu traumatisant chez certaines femmes. Nous devons défendre les femmes et exiger une justice pour tous.

Dossier nouveau : Quand BBY veut souiller les travailleurs

Partons des chiffres de Macky Sall sur le PIB. Entre 2012 et 2019 courant, les Sénégalais ont produit environ 5000 milliards de FCFA de plus de richesses matérielles partagées ainsi :

L'Etat de BBY a pris 850 milliards qu'il complète avec la dette pour couvrir ses dépenses ;

Les travailleurs de l'Etat 300 milliards, nouvelles embauches y compris ; les travailleurs du secteur privé formel 350 milliards. Les travailleurs des secteurs informels n'ont pas vu leurs revenus augmenter, par contre leur nombre a augmenté. Ils ont eu globalement environ 100 milliards.

Il reste environ 3500 Milliards pour les entreprises sénégalaises et étrangères dont 1000 milliards ont pris la direction des paradis fiscaux dont Dubaï. Les entreprises sénégalaises n'ont pas eu plus de 500 milliards. Il reste 2000 milliards aux entreprises étrangères, ICS y compris.

Quand BBY veut souiller les travailleurs

Dire que les syndicats de travailleurs ont été accommodants vis à vis du régime APR/BBY est un constat tiré des chiffres de Macky Sall. Si ces chiffres sur la croissance sont faux, ce n'est pas la faute des travailleurs. Notre responsabilité est « d'écrire vrai », même si cela ne plaît pas aux soi-disant ministres qui veulent souiller les démocrates patriotes et courageux.

Côte d'Ivoire : Le FPI prêt à discuter avec le RHDP d'Alassane Ouattara



En Côte d'Ivoire, le secrétaire général du FPI, Assoa Adou, a expliqué lundi 27 mai aux journalistes le vaste projet de réconciliation nationale que le parti de Laurent Gbagbo entend entreprendre dans les mois à venir avec le PDCI et les autres partis qui le souhaiteront, dont la formation d'Alassane Ouattara. Le PDCI qui, lui, courtise le FPI pour construire sa grande plateforme politique en vue de 2020, devra encore patienter sur cette question. École, santé, environnement, économie, recul de la démocratie, immixtion du pouvoir dans la vie des partis politiques... Selon Assoa Adou, rien ne va dans la Côte d'Ivoire d'Alassane Ouattara. Mais surtout, pour le secré-

taire général du FPI Gbagbo, les événements récents de Béoumi - onze morts dans des affrontements communautaires - sont « source de grande inquiétude » et ne « sont pas un cas isolé ». Ils témoignent du fait que « des armes circulent de manière incontrôlée » et de « l'échec de la réconciliation ». Bref, dit Assoa Adou, la situation sociale est « potentiellement explosive ».

Un seul remède, assène le proche de Laurent Gbagbo : une réconciliation nationale véritable et un dialogue constructif entre partis politiques, société civile et responsables religieux et coutumiers. Les rencontres de Bruxelles et de Daoukro entre des dé-

légations FPI et PDCI s'inscrivent dans ce cadre, a-t-il expliqué. Le FPI ira à la rencontre des formations politiques, y compris du RHDP. La réconciliation, c'est l'urgence, explique en substance le FPI Gbagbo. Pour ce qui est d'une plate-forme politique ou d'une alliance électorale souhaitée par le PDCI, on verra plus tard.

Quant au « FPI Affi N'Guessan », reconnu par la justice ivoirienne, il rappelle dans un communiqué que, lui, participe depuis quatre mois à la mise en œuvre de la plate-forme initiée par Henri Konan Bedié et déplore que le PDCI prenne de son côté « d'autres engagements ».

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

Mondial U20 : Avec les mêmes, il y aura du spectacle



Le tournoi démarre aujourd'hui en Pologne. Au total, 24 pays, dont le Mali, sont en lice pour la couronne mondiale. Place au spectacle !

Une coupe du monde sans le Brésil. C'est seulement la troisième fois depuis le lancement de la compétition par la FIFA (1977) que cela arrive. La première fois, c'était en 1979, la deuxième fois en 2013 et la dernière fois, il y a juste deux ans (2017). Mais c'est seulement la première fois que le «grand» Brésil rate la qualification deux fois consécutivement (2017, 2019).

Qui l'eut cru, quand on sait que les Brésiliens ont été sacrés cinq fois dans cette même compétition et ne sont devancés au palmarès que par l'Argentine, recordman avec ses six couronnes ? C'est dire si l'absence du Brésil est un coup dur pour cette 22^e édition du Mondial et pour les nostalgiques du beau jeu, la marque de fabrique des Auriverde. Mais le Brésil n'est pas le seul absent du Mondial, sept autres anciens vainqueurs n'ont pas réussi à se qualifier et manquent à l'appel. Il s'agit de l'Angleterre (2017), de la Serbie (2015), du Ghana (2009), de l'Espagne (1999), de l'ex-URSS (1977), de l'ex-Yougoslavie

(1987) et de l'ex-Allemagne de l'ouest (1981). Une liste galactique, en somme.

Malgré l'absence de ces huit nations, le spectacle devrait être au rendez-vous et la fête s'annonce belle. En tout cas, l'un des charmes de la Coupe du monde U20, ce sont les surprises et on s'en est encore aperçu lors des trois dernières éditions, avec les sacres de la France (2013), de la Serbie (2015) et de l'Angleterre (2017). Question : cette année verra-t-elle la consécration d'un nouveau pays ? La question mérite d'être posée, même si au papier, deux pays semblent se détacher du lot. Il s'agit de l'Argentine qui a été sacrée six fois et du Portugal qui s'est hissé deux fois sur le toit du monde. Jugée à travers son palmarès, l'Argentine fait figure d'équipe à battre, surtout avec l'absence du grand rival brésilien. De 1995 à 2007, les Argentins ont collectionné cinq titres, mais depuis douze ans, l'Albiceleste junior n'a plus goûté à la joie de la victoire. Cela commence à dater et les Argentins seront d'autant plus motivés qu'un sacre en Pologne leur permettrait de faire le trou avec leur meilleur ennemi, le Brésil. La sélection argentine s'est adjugée le titre mondial dès

sa première participation à la phase finale en 1979 au Japon. Elle comptait alors dans ses rangs un certain Diégo Maradona, ainsi que Ramón Díaz. Vice-championne du monde au Mexique 1983 – son unique finale perdue –, l'Argentine a ensuite décroché le titre mondial au Qatar (1995), en Malaisie (1997), chez elle en 2001, aux Pays-Bas (2005) et au Canada (2007). Lionel Messi, Sergio Agüero, Juan Román Riquelme, Pablo Aimar, Javier Saviola, Juan Pablo Sorin et Esteban Cambiasso ont tous été champions du monde U-20 avec l'Argentine.

Derrière l'Argentine, on peut placer le Portugal qui est devenu un habitué des phases finales (11 participations) et qui abordera le Mondial auréolé du titre de champion d'Europe. Les juniors portugais pourront également compter sur l'expérience et le savoir-faire du technicien Hélio Sousa qui a conduit les U17 de son pays au sacre dans le championnat d'Europe de la catégorie, avant de récidiver avec la même génération au championnat d'Europe U19. Derrière les Argentins et les Portugais, c'est ouvert et plusieurs pays peuvent bousculer la hiérarchie, voire prétendre à la couronne mondiale. Entre autres on peut citer le Mexique, l'Uruguay, le Japon, la Pologne.

Et les quatre représentants africains, à savoir le Mali, le Sénégal, le Nigeria et l'Afrique du Sud ? Si l'on ne devrait s'en tenir qu'au passé de la compétition, le Nigeria apparaît comme l'équipe la mieux placée pour aller le plus loin possible. En effet, c'est la douzième fois que la sélection nigériane se qualifie pour la phase finale et les Flying Eagles ont atteint trois fois le dernier carré (1985, 1989, 2005). En 1989 et 2005, l'équipe s'est même hissée en finale, mais a échoué face, respectivement au Portugal et à l'Argentine. Mais ces statistiques de la sélection nigériane font partie du passé et force est d'admettre que depuis quelques années le football de catégorie d'âge du Mali est devenu l'un des plus compétitifs, voire des plus enviés du continent.

En attestent les trois titres de champion d'Afrique (deux chez les U17, un pour les U18) conquis par notre pays entre 2015 et 2019 et la troisième place mondiale remportée au dernier Mondial par la sélection nationale ca-

dette, avec en prime le titre de meilleur joueur de la compétition, décerné à Adama Traoré.

Les juniors maliens n'ont donc plus de complexe à se faire, ils sont à leur 7^e participation à la Coupe du monde et se sont déjà frottés à toutes les grandes nations. Et ces Aiglons, version Mamoutou Kané «Mourlé» ont d'autant de raisons d'y croire qu'ils sont champions d'Afrique et comptent dans leur rang plusieurs éléments qui évoluent dans les championnats européens. En tout cas, le capitaine Clément Boubacar Kanouté et ses coéquipiers le martèlent à qui veut l'entendre, leur ambition est d'écrire leur propre histoire en Pologne et se battent pour ça. La sélection nationale U20 est logée dans le groupe E, où elle en découvrira

avec le Panama, l'Arabie Saoudite et la France. Lors de leur première sortie, les champions d'Afrique affronteront le Panama, avant de se frotter à l'Arabie Saoudite et de boucler la phase de poules contre la France. Les deux premiers de la poule se qualifient pour les huitièmes de finale, ainsi que les quatre meilleurs troisièmes des six groupes.

Vice-champion d'Afrique, le Sénégal nourrit également de grandes ambitions pour cette 22^e édition de la Coupe du monde et devraient être à la hauteur de leur réputation. Non seulement la sélection sénégalaise dispose d'un effectif de qualité, mais elle regorge également d'individualités qui ont émerveillé plus d'un lors de la dernière CAN de la catégorie.

Il a fallu une grande équipe du Mali

pour priver les Lionceaux du titre de champion d'Afrique. Après cette grosse désillusion (défaite aux tirs au but face aux Aiglons), le Sénégal a à cœur de se racheter au Mondial et on peut faire confiance aux vice-champions d'Afrique pour porter haut le drapeau de leur pays. En revanche, la tâche s'annonce plus compliquée pour l'Afrique du Sud qui devra déjà s'extraire d'un groupe F très difficile, avec la présence de deux anciens vainqueurs de la compétition, l'Argentine et le Portugal et des redoutables Coréens.

Pour mémoire, 24 pays participent à cette 22^e édition de la Coupe du monde U20 et c'est la première fois que la Pologne organise le tournoi.

LA COMPOSITION DES POULES

Groupe A : Pologne, Colombie, Tahiti, Sénégal

Groupe B : Mexique, Italie, Japon, Équateur

Groupe C : Honduras, Uruguay, Nouvelle-Zélande, Norvège

Groupe D : Qatar, Nigeria, Ukraine, États-Unis

Groupe E : Panama, Mali, France, Arabie Saoudite

Groupe F : Portugal, République de Corée, Argentine, Afrique du Sud

LE CALENDRIER

Jeudi 23 mai

16h : Tahiti-Sénégal

16h : Mexique-Italie

18h30 : Pologne-Colombie

18h30 : Japon-Équateur

Vendredi 24 mai

16h : Qatar-Nigeria

16h : Honduras-Nouvelle-Zélande

18h30 : Uruguay-Norvège

18h30 : Ukraine-USA

Samedi 25 mai

13h30 : Portugal-République de Corée

16h : France-Arabie Saoudite

16h : Panama-Mali

18h30 : Argentine-Afrique du Sud

Dimanche 26 mai

13h30 : Mexique-Japon

16h : Équateur-Italie

16h : Sénégal-Colombie

18h30 : Pologne-Tahiti

Lundi 27 mai

16h : Qatar-Ukraine

16h : Honduras-Uruguay

18h30 : USA-Nigeria

18h30 : Norvège-Nouvelle Zélande

Mardi 28 mai

16h : Portugal-Argentine

16h : Panama-France

18h30 : Afrique du Sud-République de Corée

18h30 : Arabie Saoudite-Mali

Mercredi 29 mai

16h : Équateur-Mexique

16h : Italie-Japon

18h30 : Colombie-Tahiti

18h30 : Sénégal-Pologne

Jeudi 30 mai

16h : Nouvelle-Zélande-Uruguay

16h : Norvège-Honduras

18h30 : Nigeria-Ukraine

18h30 : USA-Qatar

Vendredi 31 mai

16h : Mali-France

16h : Arabie Saoudite-Panama

18h30 : République de Corée-Argentine

18h30 : Afrique du Sud-Portugal

HUITIÈME DE FINALE

Dimanche 2 juin

15h30 : 1B-3ACD

18h30 : 2A-2C

Lundi 3 juin

15h30 : 1C-3ABF

15h30 : 1D-3BEF

18h30 : 1A-3CDE

Mardi 4 juin

15h30 : 2B-2F

15h30 : 1E-2D

18h30 : 1F-2E

QUARTS DE FINALE

Vendredi 7 juin

13h30 : W38-W41

16h30 : W37-W44

Samedi 8 juin

15h30 : W43-W40

18h30 : W42-W39

DEMI-FINALES

Mardi 11 juin

16h30 : W45-W46

19h30 : W47-W48

MATCH POUR LA 3^È PLACE

Vendredi 14 juin

19h30 : RU49-RU50

FINALE

Samedi 15 juin

17h : W49-W50

Liga : Une chance pour Henry?



Libre de tout engagement depuis janvier dernier après son échec à l'AS Monaco, Thierry Henry pourrait se voir proposer une chance de se relancer de l'autre côté des Pyrénées, où le Betis Séville le considère parmi les successeurs potentiels de Quique Setien. Pour sa toute première expérience en qualité d'entraîneur numéro 1, Thierry Henry a été confronté à une situation pour le moins délicate au cours de la saison qui vient de s'achever. De re-

tour dans son club formateur en octobre pour jouer les pompiers de service et tenter de sauver les meubles, l'ancien attaquant avait été remercié en janvier, pour être remplacé par celui à qui il avait succédé... Une situation pour le moins cocasse vécue du côté de l'AS Monaco qui ne devrait pourtant pas avoir refroidi les ardeurs du meilleur buteur de l'histoire de l'équipe de France. Pour preuve, le technicien de 41 ans aspire toujours à une carrière sur les bancs de

toucher, et pourrait rebondir dès l'entame du prochain exercice.

Car d'après Estadio Deportivo, et quelques tabloïds britanniques, le nom de la légende des Gunners revient désormais en Andalousie. Le Betis Séville vient de se séparer de Quique Setien, un coach qui a su privilégier le beau jeu mais qui n'est pas parvenu à emmener ses troupes vers une qualification européenne. Giovanni Lo Celso et les siens vont donc passer entre d'autres mains au retour de vacances, et le profil de Henry pourrait convaincre. D'autant que le Tricolore connaît la Liga pour avoir notamment défendu les couleurs du FC Barcelone entre 2007 et 2010. Mais le Betis n'a pas encore arrêté sa décision, loin de là.

Le club s'intéresse à d'autres hommes, et notamment trois autres Français, Rudi Garcia, tout juste parti de l'Olympique de Marseille, Laurent Blanc, qui n'a plus officié depuis la fin de saison 2015-2016, et Claude Puel, viré de Leicester City en février dernier. Dernièrement, c'est l'éphémère coach du Real Madrid, Julen Lopetegui, qui apparaissait pourtant comme le grandissime favori d'après les médias espagnols, avant que Rafael Benitez ne soit finalement approché, et que le manager de Newcastle United ne décline cette proposition.





La promesse est une dette, mieux vaut tard que jamais : Au Nigeria, un ancien coach récompensé 25 ans après son sacre à la CAN

Le Néerlandais Clemens Westerhof a été entraîneur du Nigeria pendant cinq ans, de 1989 à 1994. C'est sous sa direction que les Super Eagles se sont qualifiés à une phase finale de la Coupe du monde pour la première fois, en 1994.

Tenant compte de ces bonnes performances, le président nigérian de l'époque, Sani Abacha, avait promis une maison à chacun des joueurs et aux officiels de la Fédération nigériane de football (NFF). Mais seuls quelques-uns d'entre eux ont reçu leur récompense.

"Il a fallu beaucoup de temps, mais je suis heureux que ma seconde patrie

ait tenu la promesse qu'elle m'avait faite", a déclaré Clemens Westerhof, âgé de 79 ans.

"Je dis toujours que le Nigeria m'a tout donné en tant qu'homme et en tant que sélectionneur. Vous voyez que je n'avais pas tort. Je remercie tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce projet", a ajouté l'ancien attaquant des Pays-Bas.

Le ministre nigérian du Logement, Babatunde Raji Fashola, lui a présenté, au nom du chef de l'État, Muhammadu Buhari, le document administratif lui attribuant la maison qui lui avait été promise.

M. Fashola a également demandé à la

NFF de lui fournir les noms de ceux qui n'ont pas encore reçu leur maison.

"Nous avons demandé leurs noms à la NFF, afin qu'ils puissent tous être récompensés", a-t-il dit.

Cinq des vainqueurs de la CAN 1994 sont décédés : le capitaine Stephen Keshi, Uche Okafor, Thompson Oliha, Rashidi Yekini et Wilfred Agbonvbare.

Westerhof a également été sélectionneur national des Pays-Bas, de l'Afrique du Sud, de l'Égypte et du Zimbabwe.

Il a permis au Nigeria de se hisser à la cinquième place du classement mondial de la Fifa en 1994, le plus haut niveau jamais atteint par une équipe africaine.

En 1990, il a pris la deuxième place du podium de la CAN avec les Super Eagles, puis la troisième place en 1992, avant de soulever le trophée avec eux deux ans plus tard.



Bélier (21 mars - 19 avril)

Aie ! Vous manquez d'enthousiasme aujourd'hui, cela se répercute sur votre travail. Soit vous décidez de vous motiver, soit vous restez dans le même état et vous perdez du temps et de l'argent. On ne peut que vous conseiller de vous remuer. Si vous aviez la chance de pouvoir consolider votre situation financière, vous n'hésiteriez pas. Une bonne nouvelle arrive cher Bélier, une somme d'argent imprévisible vous permet de faire des projets ambitieux. Vous êtes surpris, mais heureux.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Votre impatience et votre besoin de brûler les étapes risqueront de vous porter préjudice. Vous devrez au contraire faire preuve de beaucoup de raisons et de méthode dans votre approche. Cela vous ferait gagner un temps précieux dans votre travail. Dans le domaine financier, vous aurez tendance à ne pas réfléchir sur des achats « coup de coeur ». Ils ne serviront qu'à mettre vos comptes en mauvaise posture, puisqu'ils ne vous seront pas d'une grande utilité hormis de vous apporter du plaisir.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Comme souvent, la Lune sera accompagnée de ses dissonances. Elle donnera un côté aérien et de la légèreté à vos projets. Évitez de vous engager dans une voie incertaine. La réflexion sera de mise. La prudence également... Prenez-en bonne note ! Les bonnes perspectives financières de votre partenaire permettront de donner une bouffée d'oxygène au budget de votre couple ! En vous réorganisant, vous prendrez des dispositions susceptibles de donner un nouvel essor à votre trésorerie...



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Mars dans votre signe vous apporte beaucoup de détermination. Peu importe les soucis rencontrés, vous perséverez jusqu'à les contourner. Toutefois, le carré de la Lune peut vous pousser à des initiatives hasardeuses. Restez focus sur vos objectifs. Ne cherchez pas à rendre service aux uns et aux autres en prêtant de l'argent de tous les côtés. Si ça part d'une très bonne intention, vous risquez de ne pas en revoir la couleur avant longtemps et cette somme finira vite par vous faire défaut.



Lion (22 juillet - 23 août)

En faisant preuve d'efficacité et de rapidité, vous montrez votre engagement et votre envie de travailler. Vous n'êtes pas là pour perdre du temps, mais pour en gagner. Votre sens de l'organisation et votre motivation sont étonnants ! Continuez. Vous aimez faire participer vos proches à l'organisation des finances dans la maison. Vous leur expliquez comment ils peuvent contribuer à l'équilibre du budget. Vous redoublez de trucs et astuces, c'est un peu votre botte secrète.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Certes, vous bosserez beaucoup, mais Mercure vous donnera l'énergie pour atteindre vos objectifs. Votre faculté de communication pour percer l'abcès lors d'un conflit avec vos collègues vous aidera. Vous lancerez le débat pour trouver une solution. Vous gérez vos finances avec efficacité en expliquant à votre entourage pourquoi il sera nécessaire d'épargner, de retarder tel projet. Étrangement, vous deviendrez plus économe quand l'argent rentrera, sans doute à cause de la peur du lendemain.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous effectuez vos tâches en 3x8, vous supporterez de moins en moins cette organisation du travail. Aujourd'hui, sous la pression du Soleil, vous serez complètement déphasé. Le bruit et le manque de sommeil vous rendront de moins en moins performant.

Par manque d'ambition, et aussi par nonchalance, vous pourriez manquer une belle opportunité financière. Cette dernière pourra prendre la forme d'un job extrêmement bien rémunéré. Rien ne tombe du ciel. Pour recevoir, il faut se bouger un minimum...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Avec une telle créativité, vous mettrez ce mercredi à profit pour envisager de nouvelles perspectives professionnelles. En recherche ou en activité, vous visez un nouveau domaine d'activité et votre culot pourrait rapidement vous apporter une occasion de changer de voie. N'essayez pas de jouer avec le feu en spéculant. Bien sûr, l'idée de gagner vite et beaucoup est séduisante, mais vous n'avez pas les connaissances pour prendre le risque de perdre de l'argent. Si cette envie perdure, faites-vous conseiller par un professionnel.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous compromettez un projet. Vos efforts tombent à l'eau. On vous reproche votre manque d'efficacité dans la tâche que l'on vous a confiée. Vous êtes déçu par quelques collègues. Rien ne va plus, vous pensez à tout plaquer. Alors que vous comptiez sur une rentrée d'argent, vous apprenez que le paiement, ce n'est pas pour aujourd'hui. Au lieu de vous énerver, vous trouvez une solution de secours, après tout vous pouvez attendre jusqu'à demain, il n'y a pas d'urgence.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez les coudées franches pour agir comme vous l'entendrez. Vos compétences seront reconnues et vos bons résultats professionnels serviront votre image, si bien que vous y gagnerez en notoriété. Vous pourrez parier sur des soutiens de taille. Ce sera peut-être parce que l'on vous devra de l'argent qu'apparaîtra ce différé sur votre carte de ciel. Un engagement ne sera pas tenu et Mercure donnera un coup de canif dans ce contrat sur lequel vous compterez. On vous mentira, la note sera salée.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des nouvelles consignes pourront bousculer vos repères, avec un changement de cap inattendu, ou des attributions modifiées. Une source de stress inévitable qui pourtant n'expliquera pas tout. La qualité de votre travail pourra être pointée du doigt. Ami Verseau, vous allez augmenter la motivation scolaire de votre enfant. Sur les conseils de Mercure, vous allez lui faire la proposition suivante : plus tes résultats seront bons, plus ton argent de poche sera conséquent. Ce sera donnant-donnant...



Poisson (19 février - 21 mars)

Ne vous emballez pas trop vite sur une proposition d'association. Mercure au carré de Neptune renforce la possibilité d'être mené en bateau. Si on vous fait une belle proposition, attendez du concret comme un contrat avant de déboucher le champagne. Toujours soucieux du confort de vos proches, vous voudrez dépenser à tort et à travers pour leur faire plaisir. Votre compte n'est malheureusement pas illimité, le plafond de votre carte bleue non plus ! C'est votre banquier qui vous rappellera à l'ordre.



Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net

